

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.852/4
DU 29 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics de la Région de Bruxelles-Capitale, le 6 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois ^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 14 décembre 2006.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Dans son avis 33.874/4, donné le 18 novembre 2002 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ⁽¹⁾, la section de législation a formulé l'observation générale suivante :

"Le projet d'arrêté prévoit, en son titre II, chapitre premier, section 3, des dispositions relatives aux taximètres et aux dispositifs répétiteurs qui y sont couplés. Il convient, dès lors, d'examiner si le projet n'aurait pas dû être notifié à la Commission européenne, conformément à la directive 98/34/CE du Parlement et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Cette directive concerne les spécifications techniques, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire, de jure ou de facto, pour la commercialisation ou l'utilisation d'un produit dans un État membre ou dans une partie importante de cet État.

Les dispositions relatives aux taximètres et aux dispositifs répétiteurs répondent à cette définition. Dès lors, l'arrêté en projet doit, avant son adoption, être notifié à la Commission européenne."

Cette observation vaut également pour le projet examiné.

2. Plusieurs articles du projet examiné reproduisent des dispositions figurant déjà dans l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

⁽¹⁾ Que l'article 107 du projet examiné vise à abroger.

Le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire, ne peut être admis. Il en va d'autant plus ainsi lorsque des nuances, des ajouts ou des retraits sont ainsi apportés aux dispositions législatives.

Pareil procédé est en effet de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question. En outre, lorsque le texte des dispositions réglementaires diffère de celui des dispositions législatives, il est susceptible de modifier la portée de ces dernières et, partant, de les méconnaître.

L'ensemble du projet sera réexaminé à la lumière de cette observation. On relèvera notamment, sans exhaustivité, que les articles 2, § 1^{er}, 44, 45, 65, 70, 78, § 1^{er}, alinéa 2, 101 et 103 du projet, doivent être modifiés.

3. L'obligation de motiver formellement les décisions individuelles prises en exécution de l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée et du projet examiné résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 12 de l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée.

Il n'y a dès lors pas lieu de la répéter dans le projet examiné. Cette répétition s'expose, en outre, à la critique formulée dans l'observation générale 2 figurant ci-dessus.

Les articles 18, § 2, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 2, 60, § 3, 64, § 2, 72, alinéa 1^{er}, 75, alinéa 1^{er}, et 105, du projet, seront notamment corrigés sur ce point.

4. Pour apporter la preuve que l'intéressé (conducteur ou exploitant) satisfait aux conditions d'honorabilité prescrites, plusieurs dispositions du projet examiné exigent la production d'un "certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, du modèle 1, et datant de moins de trois mois". Il s'agit notamment des articles 12, 4°, 13, alinéa 2, 23, 49, 1°, 53, § 1^{er}, 54, § 1^{er}, 2°, 62, § 2, 2°, 78, § 2, alinéa 4, 92, 1°, et 95, 1°, du projet.

L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait que, dans son arrêt n° 166.311 du 22 décembre 2006, annulant la circulaire du 3 avril 2003 des Ministres

.../...

de l'Intérieur et de la Justice "complémentaire à la circulaire du 1^{er} juillet 2002 portant modification et coordination de la circulaire du 6 juin 1962 portant instructions générales relatives aux certificats de bonnes conduite, vie et moeurs" ⁽²⁾, la section d'administration du Conseil d'État a considéré que la délivrance de certificats de bonnes conduite, vie et moeurs, ne dispose actuellement pas de base légale.

Cette situation ne pourra être corrigée qu'après l'entrée en vigueur et l'exécution des articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, rétablis par la loi du 8 août 1997 relative au casier judiciaire central.

Observations particulières

Préambule

L'alinéa 3 du préambule, relatif au visa de l'avis du Conseil d'État, doit être complété par la mention du fait que le présent avis a été demandé dans un délai de trente jours, prolongé d'un mois en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'ordonnance du 27 avril 1995 précitée est l'oeuvre non seulement du Conseil mais également du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a lieu dès lors d'écrire "l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur".

⁽²⁾ Moniteur belge, 15 avril 2003.

2. Au 1°, il n'y a pas lieu d'indiquer les modifications apportées jusqu'ici à l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée afin de ne pas en figer le texte.

3. À l'article 1^{er} du projet, il est inutile de définir la Région et le Gouvernement.

Article 7

L'article 7 du projet dispose :

"Art. 7. Les exploitants ne peuvent engager ou laisser circuler des chauffeurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de capacité en cours de validité délivré par l'Administration et du certificat de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude délivrés en application de la réglementation fédérale applicable."

En exigeant la production du "certificat de sélection médicale", la disposition en projet fait référence à un document prévu par l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif à la sélection et à la surveillance médicales des conducteurs de véhicules à moteur.

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre 1998, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, ce certificat est remplacé par une "attestation d'aptitude" ⁽³⁾. Les certificats de sélection médicale délivrés antérieurement restaient toutefois valables jusqu'à la date limite de leur validité ⁽⁴⁾.

La durée de validité maximale des anciens certificats de sélection médicale étant de 5 ans ⁽⁵⁾, il n'y a plus lieu d'y faire référence à l'article 7 du projet.

La même observation vaut pour les articles 12, 2°, 23, alinéas 1^{er} et 4, 24, et 26, § 1^{er}, 2°, du projet.

⁽³⁾ Voir spécialement les articles 43 et 44 de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

⁽⁴⁾ Article 85 de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

⁽⁵⁾ Article 7 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991.

Article 8

1. Plusieurs dispositions en projet se réfèrent à la notion de "jours ouvrables" sans que celle-ci soit définie. Une telle définition doit trouver sa place dans le titre I^{er}.

2. En vue de prévenir toute ingérence injustifiée dans la vie privée de l'exploitant, il y a lieu de limiter la communication prévue à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, du projet, aux condamnations mentionnées à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, du projet.

La même observation vaut mutatis mutandis pour la suite du projet.

Article 10

L'article 10, § 2, du projet, énumère les conditions que doit respecter le chauffeur de taxi pour "justifier de sa moralité". Parmi celles-ci, les points a) et b) de l'article 10, § 2, 2°, établissent une interdiction professionnelle illimitée et automatique à l'encontre des personnes ayant encouru une condamnation coulée en force de chose jugée à une peine criminelle avec ou sans sursis ou à une peine correctionnelle d'emprisonnement principale de plus de six mois avec ou sans sursis.

Pareille mesure porte gravement atteinte à la liberté de la personne qui en est frappée. Comme l'a rappelé la section de législation dans son avis 41.187/1 ⁽⁶⁾ :

"Des mesures de cette nature ne peuvent être admises que si elles ne sont pas manifestement disproportionnées eu égard à l'objectif poursuivi. La Cour d'arbitrage devra, le cas échéant, se prononcer à ce sujet.

On peut cependant se demander si une interdiction professionnelle illimitée dans le temps n'est pas déjà inconciliable en principe avec les normes juridiques

⁽⁶⁾ Donné le 21 septembre 2006 sur un avant-projet de loi relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle. Voir aussi l'observation similaire formulée dans l'avis 27.357/4, donné le 4 novembre 1998, à propos de l'article 2 du projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur".

supérieures. Dans un certain nombre d'arrêts, la Cour d'arbitrage a déclaré contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution des dispositions instituant des interdictions professionnelles automatiques et non limitées dans le temps ⁽⁷⁾."

Articles 13 et 14

Il résulte des articles 13 et 14, spécialement l'article 14, 1°, que l'intention consiste en réalité à désigner la Société des transports intercommunaux bruxellois comme étant l'organisme chargé de réaliser des tests comportementaux. Pareil monopole ne paraît pas susceptible d'être justifié, spécialement dans un texte réglementaire.

Article 17

L'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, prévoit que l'examen pratique dont la réussite conditionne notamment l'octroi du certificat de capacité permettant d'exercer la profession de chauffeur de taxi est "organisé par une entreprise désignée à cette fin par le Ministre parmi les entreprises ayant une expérience dans le secteur des taxis".

La désignation d'une seule entreprise "parmi des entreprises ayant une expérience dans le secteur des taxis" doit résulter de critères objectifs et de la passation d'un marché de services soumis à la législation sur les marchés publics.

Article 26

L'article 26, § 2, du projet, énumère les mentions devant figurer sur la feuille de route journalière. Au point 11° de cette énumération, il conviendrait de préciser la portée du terme "chute".

⁽⁷⁾ Cour d'arbitrage, n° 57/98, 27 mai 1998; Cour d'arbitrage, n° 87/98, 15 juillet 1998; Cour d'arbitrage, n° 119/2000, 16 novembre 2000.

Article 29

L'article 29, alinéa 2, du projet, dispose :

"Les chauffeurs qui auront fait l'objet d'une plainte déclarée fondée pour attitude grossière ou agressive, se verront contraints, sans préjudice des sanctions administratives pouvant leur être éventuellement infligées, de passer ou repasser et de réussir les tests comportementaux visés aux articles 13 à 16 du présent arrêté. Si un chauffeur dûment convoqué ne se présente pas à ces tests, sans motif valable, ou si la conclusion des tests passés ou repassés le justifie, son certificat de capacité sera retiré à titre définitif conformément aux articles 73 à 76."

Dans un souci de précision, il serait préférable soit de remplacer, dans la deuxième phrase de cette disposition, les termes "ou si la conclusion des tests passés ou repassés le justifie" par les termes "ou s'il échoue" ⁽⁸⁾, soit, si cette première proposition ne correspondait pas à la volonté de l'auteur du projet, de revoir l'ensemble de la disposition à l'examen, afin de mieux y exprimer son intention exacte.

Article 71

Afin d'éviter une paralysie de la procédure, il paraît préférable d'écrire que l'exploitant doit être invité à une audition préalable par l'administration avant l'adoption de la sanction.

La même observation vaut pour les articles 74 et 104 du projet.

⁽⁸⁾ L'article 29, alinéa 2, 2^e phrase, de l'arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2002 dispose actuellement :
"Si un chauffeur dûment convoqué ne se présente pas à ces tests, sans motif valable, ou s'il échoue à l'épreuve, son certificat de capacité sera retiré à titre définitif conformément aux articles 73 à 76."

Section 2 du chapitre 4 du titre II

La section 2 traite de la suspension et du retrait des certificats de capacité des chauffeurs de taxis. L'organisation de ces procédures requiert la mise en oeuvre préalable de l'habilitation donnée par l'article 28*bis*, alinéa 5, de l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée inséré par l'ordonnance du 20 juillet 2006.

Article 79

L'article 79, § 1^{er}, du projet, dispose :

"Art. 79, § 1^{er}. Les exploitants ne peuvent mettre une voiture de location avec chauffeur en service qu'au bénéfice d'une personne physique ou morale déterminée en vertu d'un contrat écrit conclu préalablement, rédigé dans une des langues nationales avec, le cas échéant, une traduction en anglais et contenant au moins, et de manière claire, les mentions suivantes : [...]".

Cette disposition ne correspond qu'imparfaitement au prescrit de l'article 17, § 1^{er}, 4°, de l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée, lequel dispose que

"le véhicule [affecté à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur] ne peut être mis qu'au service d'une personne physique ou morale déterminée en vertu d'un contrat écrit conforme au modèle arrêté par le Gouvernement [...]".

Plutôt que d'arrêter les mentions devant figurer dans le contrat, il revient au Gouvernement d'arrêter le modèle de contrat dont les services de location de voitures avec chauffeurs doivent faire usage.

Article 85

À l'article 85, § 3 ⁽⁹⁾, alinéa 11, du projet, il convient d'ajouter que le règlement d'ordre intérieur de la commission consultative compétente en matière d'agrément des véhicules de cérémonie, doit être soumis à l'approbation du ministre.

⁽⁹⁾ La division en paragraphes est utilisée à mauvais escient dans la disposition. Pareille division ne peut remplacer une énumération. En tout état de cause, ce sont toutes les dispositions d'un article qui doivent faire l'objet de cette division.

Article 102

À l'article 102 du projet, la section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la portée du membre de phrase "hors le cas visé à l'article 103 du présent arrêté".

Observation finale

Il y a lieu de remplacer le symbole "€" par la mention du mot "euros".

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.852/4
VAN 29 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 december 2006 door de Minister van Mobiliteit en Openbare Werken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met een maand ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Bij E-mail van 14 december 2007.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De afdeling wetgeving heeft in haar advies 33.874/4, op 18 november 2002 verstrekt over een ontwerp dat is geworden het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur ⁽¹⁾, de volgende algemene opmerking gemaakt :

"Titel II, hoofdstuk 1, afdeling 3, van het ontwerpbesluit bevat bepalingen betreffende de taximeters en de daaraan gekoppelde versterkers. Er behoort dan ook te worden nagegaan of het ontwerp niet ter kennis had moeten worden gebracht van de Europese Commissie, overeenkomstig richtlijn 98/34/EG van het Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

Die richtlijn heeft betrekking op de technische specificaties, met inbegrip van de hierop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor het verhandelen of het gebruik van een product in een lidstaat of in een groot deel van een lidstaat.

De bepalingen betreffende de taximeters en de versterkers beantwoorden aan die definitie. Het ontworpen besluit moet dan ook, voordat het wordt goedgekeurd, ter kennis worden gebracht van de Europese Commissie."

Deze opmerking geldt eveneens voor het onderzochte ontwerp.

⁽¹⁾ Dat artikel 107 van het onderzochte ontwerp beoogt op te heffen.

2. Verscheidene artikelen van het onderzochte ontwerp nemen bepalingen over die reeds voorkomen in de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

De werkwijze waarbij wetsbepalingen worden overgenomen of geparafraseerd in een verordening is onaanvaardbaar. Dat is des meer zo wanneer aldus nuances worden aangebracht in de wetsbepalingen, of wanneer woorden erin worden toegevoegd of geschrapt.

Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de precieze juridische aard van de regels in kwestie. Bovendien kan de tekst met de verordeningsbepalingen, indien deze verschilt van die met de wetsbepalingen, de draagwijdte van deze laatste wijzigen en derhalve in strijd zijn met die wetsbepalingen.

Het gehele ontwerp moet worden herzien in het licht van deze opmerking. Inzonderheid moet worden opgemerkt dat de artikelen 2, § 1, 44, 45, 65, 70, 78, § 1, tweede lid, 101 en 103 van het ontwerp, een opsomming die niet exhaustief is, gewijzigd moeten worden.

3. De verplichting tot uitdrukkelijke motivering van de persoonsgerichte beslissingen genomen ter uitvoering van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995 en van het onderzochte ontwerp volgt reeds uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en uit artikel 12 van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995.

Die verplichting hoeft dus niet te worden herhaald in het onderzochte ontwerp. Deze herhaling kan bovendien aanleiding geven tot de kritiek geformuleerd in de algemene opmerking 2 hierboven.

De artikelen 18, § 2, eerste lid, en § 4, tweede lid, 60, § 3, 64, § 2, 72, eerste lid, 75, eerste lid, en 105 van het ontwerp moeten inzonderheid op dit punt worden aangepast.

4. Verscheidene bepalingen van het onderzochte ontwerp schrijven voor dat tot staving van het feit dat de betrokkene (de bestuurder of de exploitant) voldoet aan de gestelde voorwaarden inzake de eerbaarheid, een "getuigschrift van goed zedelijk gedrag model 1, minder dan drie maanden oud" moet worden voorgelegd. Het betreft inzonderheid de artikelen 12, 4°, 13, tweede lid, 23, 49, 1°, 53, § 1, 54, § 1, 2°, 62, § 2, 2°, 78, § 2, vierde lid, 92, 1°, en 95, 1°, van het ontwerp.

De steller van het ontwerp moet erop gewezen worden dat de afdeling Administratie van de Raad van State in haar arrest nr. 166.311 van 22 december 2006, waarbij de "aanvullende omzendbrief [d.d. 3 april 2003 van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie] bij de omzendbrief van 1 juli 2002 tot wijziging en coördinatie van de omzendbrief van 6 juni 1962 houdende de algemene onderrichtingen betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag" ⁽²⁾ wordt vernietigd, beschouwd heeft dat de afgifte van getuigschriften van goed zedelijk gedrag thans geen rechtsgrond bezit.

Deze situatie zal pas kunnen worden rechtgezet na de inwerkingtreding en de uitvoering van de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering, zoals ze zijn hersteld bij de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafreger.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het derde lid van de aanhef, dat het advies van de Raad van State betreft, moet worden aangevuld met de vermelding dat verzocht is om een advies binnen een termijn van dertig dagen, verlengd met één maand, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, en § 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

⁽²⁾ Belgisch Staatsblad van 15 april 2003.

Dispositief

Artikel 1

1. De voornoemde ordonnantie van 27 april 1995 is niet alleen tot stand gekomen door toedoen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, maar ook van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Derhalve schrijve men "de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur".

2. In punt 1° is er geen grond om de wijzigingen aan te geven die tot dusver zijn aangebracht in de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995, zulks teneinde de tekst niet te fixeren.

3. Het is onnodig om in artikel 1 van het ontwerp een definitie te geven van het Gewest en van de Regering.

Artikel 7

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt :

"Art. 7. De exploitanten mogen geen chauffeurs aanwerven of laten rijden die geen houder zijn van het geldige, door de Administratie afgeleverde bekwaamheidscertificaat en van het getuigschrift van medische schifting of het geschiktheidsattest, uitgereikt met toepassing van de geldende federale reglementering."

Doordat de ontworpen bepaling de voorlegging voorschrijft van het "getuigschrift van medische schifting", verwijst ze naar een document voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de geneeskundige schifting en het geneeskundig toezicht op de bestuurders van motorvoertuigen.

Dat getuigschrift is sedert de inwerkingtreding, op 1 oktober 1998, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs vervangen door een attest

.../...

van geschiktheid ⁽³⁾. De voorheen uitgereikte getuigschriften van medische schifting zouden evenwel geldig blijven totdat hun geldigheidsduur is verstreken ⁽⁴⁾.

De maximale geldigheidsduur van de vroegere getuigschriften van medische schifting bedraagt vijf jaar ⁽⁵⁾, zodat daarnaar niet meer hoeft te worden verwezen in artikel 7 van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 12, 2°, 23, eerste en vierde lid, 24 en 26, § 1, 2°, van het ontwerp.

Artikel 8

1. In verscheidene ontworpen bepalingen wordt het begrip "werkdagen" gebruikt, zonder dat het wordt gedefinieerd. Een zodanige definitie moet worden opgenomen in titel I.

2. Teneinde iedere ongewettigde inmenging in de persoonlijke levenssfeer van de exploitant te voorkomen, moet de mededeling waarvan sprake is in artikel 8, eerste lid, 4°, van het ontwerp beperkt worden tot de veroordelingen genoemd in artikel 2, § 2, eerste lid, 2°, van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor het vervolg van het ontwerp.

⁽³⁾ Zie inzonderheid de artikelen 43 en 44 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

⁽⁴⁾ Artikel 85 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

⁽⁵⁾ Artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 september 1991.

Artikel 10

Artikel 10, § 2, van het ontwerp somt de voorwaarden op die de taxichauffeur moet in acht nemen om "zijn zedelijkheid te bewijzen". Zo voeren de punten a) en b) van artikel 10, § 2, 2°, een onbeperkt en automatisch beroepsverbod in ten aanzien van personen die een in kracht van gewijsde gegane veroordeling tot een criminele straf, al dan niet met uitstel, of een correctionele hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden, al dan niet met uitstel, hebben opgelopen.

Een zodanige maatregel doet ernstig afbreuk aan de vrijheid van de persoon ten aanzien van wie deze maatregel wordt genomen. De afdeling wetgeving heeft in haar advies 41.187/1 ⁽⁶⁾ aan het volgende herinnerd :

"Dergelijke maatregelen zijn slechts aanvaardbaar indien ze niet klaarblijkelijk onevenredig zijn met het nagestreefde doel. Daarover zal het Arbitragehof gebeurlijk dienen te oordelen.

Vraag is echter of een niet in de tijd beperkt beroepsverbod al niet in beginsel onverenigbaar is met de hogere rechtsnormen. Het Arbitragehof heeft in een aantal arresten bepalingen in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet verklaard wegens het instellen van automatische en niet in de tijd beperkte beroepsverboden ⁽⁷⁾."

Artikelen 13 en 14

Uit de artikelen 13 en 14, inzonderheid uit artikel 14, 1°, volgt dat het in feite de bedoeling is de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel aan

⁽⁶⁾ Op 21 september 2006 verstrekt over een voorontwerp van wet betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten. Zie ook de soortgelijke opmerking gemaakt in advies 27.357/4, op 4 november 1998 verstrekt over artikel 2 van het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur".

⁽⁷⁾ Arbitragehof, nr. 57/98, 27 mei 1998; Arbitragehof, nr. 87/98, 15 juli 1998; Arbitragehof, nr. 119/2000, 16 november 2000.

te wijzen als de instelling die tot taak heeft de gedragstests af te nemen. Zulk een alleenrecht lijkt niet gewettigd te kunnen worden, inzonderheid in een verordening.

Artikel 17

Artikel 17, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt dat het praktisch examengedeelte, waarvoor men onder meer geslaagd moet zijn om het bekwaamheidscertificaat te ontvangen, dat het mogelijk maakt het beroep van taxichauffeur uit te oefenen, "uitgeschreven [wordt] door een daartoe door de Minister, onder de ondernemingen die een praktische ervaring in de taxisector bezitten, aangewezen onderneming".

De aanwijzing van één enkele onderneming "onder de ondernemingen die een praktische ervaring in de taxisector bezitten" moet geschieden op basis van objectieve criteria en van het sluiten van een overeenkomst voor de levering van diensten, waarop de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten toepasselijk is.

Artikel 26

Artikel 26, § 2, van het ontwerp somt de vermeldingen op die moeten voorkomen op het "dagelijks ritblad". In punt 11° van die opsomming dient de betekenis van de term "aanslag" nader te worden toegelicht.

Artikel 29

Artikel 29, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"De chauffeurs die het voorwerp zijn geweest van een gegrond verklaarde klacht wegens ongemanierd of agressief gedrag, zullen verplicht zijn, onverminderd de eventuele administratieve sancties die hen opgelegd kunnen worden, de gedragstesten bedoeld in artikelen 13 tot en met 16 van dit besluit af te leggen of opnieuw af te leggen en ervoor te slagen. Indien een chauffeur die naar

.../...

behoren werd opgeroepen zich niet aandient voor deze testen, zonder geldige reden, of indien hij niet slaagt voor de proef, zal zijn bekwaamheidscertificaat definitief ingetrokken worden overeenkomstig de artikelen 73 tot 76."

Duidelijkheidshalve zou het verkieslijk zijn in de tweede zin van de Franse lezing van deze bepaling de woorden "ou si la conclusion des tests passés ou repassés le justifie" te vervangen door de woorden "ou s'il échoue" ⁽⁸⁾; indien deze suggestie niet overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp, moet de onderzochte bepaling in haar geheel worden herzien zodat diens werkelijke bedoeling beter tot uiting komt.

Artikel 71

Om te voorkomen dat de procedure zou stilvallen, lijkt het verkieslijk te schrijven dat de exploitant door de administratie moet worden uitgenodigd voor een hoorgesprek voordat een sanctie wordt genomen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 74 en 104 van het ontwerp.

Titel II, hoofdstuk 4, afdeling 2

Afdeling 2 betreft de schorsing en de intrekking van de geschiktheidsattesten voor taxichauffeurs. De organisatie van die procédures vereist dat vooraf de machtiging verleend bij artikel 28*bis*, vijfde lid, van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995, dat is ingevoegd bij de ordonnantie van 20 juli 2006, ten uitvoer wordt gelegd.

⁽⁸⁾ Artikel 29, tweede lid, tweede zin, van het besluit van de Regering van 12 december 2002 bepaalt thans : "Si un chauffeur dûment convoqué ne se présente pas à ces tests, sans motif valable, ou s'il échoue à l'épreuve, son certificat de capacité sera retiré à titre définitif conformément aux articles 73 à 76."

Artikel 79

Artikel 79, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"Art. 79. § 1. De exploitanten kunnen een huurwagen met chauffeur enkel in gebruik stellen voor een bepaalde natuurlijke of rechtspersoon mits het voorafgaandelijk sluiten van een schriftelijk contract, dat in een van de landstalen wordt opgesteld, met eventueel een Engelse vertaling, en dat tenminste alle volgende vermeldingen duidelijk bevat : [...]".

Deze bepaling stemt slechts gedeeltelijk overeen met het bepaalde in artikel 17, § 1, 4°, van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995, luidende :

"Het voertuig [dat ingezet wordt voor de exploitatie van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur] mag slechts ter beschikking gesteld worden van een welbepaalde natuurlijke of rechtspersoon krachtens een schriftelijke overeenkomst naar het model vastgelegd door de Regering [...]".

Veeleer dan te bepalen welke vermeldingen in het contract moeten voorkomen, dient de Regering het model van contract vast te stellen die de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur moeten gebruiken.

Artikel 85

In artikel 85, § 3, ⁽⁹⁾, elfde lid, van het ontwerp moet worden toegevoegd dat het huishoudelijk reglement van de adviescommissie bevoegd inzake de erkenning van de ceremoniewagens aan de minister ter goedkeuring moet worden voorgelegd.

⁽⁹⁾ De onderverdeling van deze bepaling in paragrafen valt te vermijden. Een zodanige onderverdeling is niet geschikt in het kader van een opsomming. Hoe dan ook moeten alle bepalingen van een artikel aldus worden onderverdeeld.

Artikel 102

De afdeling wetgeving van de Raad van State ziet niet in wat in artikel 102 van het ontwerp de draagwijdte is van het zinsdeel "Buiten het geval vermeld in artikel 103 van dit besluit".

Slotopmerking

Het symbool "€" moet worden vervangen door het woord "euro".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE